La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS

L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée » V. Hugo.

EDITORIAL

Tout va bien, mais …

Le Monde du 30 octobre titrait : « *La baisse du chômage prend un rythme spectaculaire*» ; la veille sur RTL, la Ministre de l'emploi et de la solidarité, Martine Aubry, se félicitait : «*Il n'y a pas d'autres pays qui font aussi bien, sauf l'Espagne […]Cette fois-ci, c'est un vrai record. Bien que la croissance soit moins forte cette année […], ce qui est très frappant, c'est que la baisse quasi-continue depuis 27 mois s'accélère. Sur les trois derniers mois, nous avons autant baissé le chômage que sur toute l'année dernière, qui était elle-même une année exceptionnelle.* »
Dans la foulée, Dominique Strauss-Kahn, encore ministre, se réjouissait : « *La crise économique est finie. Nous serons au plein emploi avant 2010.* »
Tout va bien donc pour la gauche au pouvoir. Depuis le mois de juin 1997, la courbe du chômage s'infléchit pratiquement de manière continue : en deux ans environ 442.000 demandeurs d'emploi ont disparu des fichiers de l'ANPE.
Toutefois, en y regardant de plus près, on s'aperçoit que les radiations administratives ont augmenté de 43,3 % en un an… mais cela n'empêche pas le ministère de l'emploi de souligner que les offres d'emploi affluent (14 % de plus dans l'année) et que, parmi celles-ci, plus de la moitié sont considérées comme durables… c'est à dire supérieures à six mois. C'est tellement bien, que le rapport du 22 octobre du conseil d'administration du FMI, qui a analysé la situation économique de la France, qualifie de*"digne d'éloges"* la politique économique du gouvernement Jospin, qui a donné de *"remarquables résultats "* sur la croissance, l'inflation et l'emploi…
Donc tout va très bien mais… le nombre des salariés payés au SMIC a augmenté de 50 % en quatre ans et les revenus du travail sont insuffisants pour protéger de la pauvreté de nombreux ménages, qui dépendent de plus en plus souvent des prestations sociales. Ce sont les *"working poors*[1]*"* de la société française. Selon les statistiques du secours catholique, en 1998, il y en avait 1,5 million, dont 80 % vivaient en-dessous du seuil de pauvreté. Qui plus est, en cinq ans, la part des ménages vivant exclusivement des transferts sociaux est passée de 40 à 43 %. Commentant ces statistiques, le sociologue Serge Paugham de ● ● ●

1. *Terme américain qui désigne ceux sont qui sont pauvres, même en ayant un emploi… ou plusieurs.*

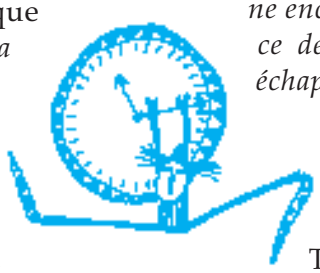
N°994
décembre
1999

SOMMAIRE

ACTUALITÉ
1-2 Éditorial
3 Et les fonds de pension ?
4 Au fil des jours
RÉFLEXIONS
5 Y a t-il un pilote dans l'avion?
6 Le billet de Paul
7 Dolly,, danger…
LECTURES
10 La gauche imaginaire
13 Prédicateurs, imprécateurs
13 Réalisme et injustice
15 Courrier des lecteurs

UN RÉSUMÉ SUCCINCT DE NOS THÈSES, EN QUATRE PAGES, FIGURAIT DANS NOTRE N°993.

● ● ● l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion conclut que « *ces dix dernières années, les transferts sociaux ont joué un rôle important dans la diminution de la pauvreté. Au contraire d'autres pays, comme la Grande-Bretagne, la France n'a pas cédé à la tentation de les diminuer. Cela n'empêche pas de s'interroger sur le montant très modeste de certaines allocations : RMI, allocations de solidarité.*» Les statistiques confirment donc que «*le travail ne protège plus de la pauvreté.*» Les emplois à temps partiel ou à statut précaire (qui permettent de dégonfler les statistiques du chômage) rendent les *"working poors"* tributaires des organismes caritatifs.



Ce même constat est fait par les personnels des caisses d'allocations familiales, qui sont de plus en plus confrontés à la montée de la précarité. Les présidents de ces caisses parlent maintenant d'une *"explosion de la demande sociale"* et soulignent que «*Les caisses d'allocations familiales sont l'une des rares institutions en France qui distribuent de l'argent. Elles font vivre beaucoup de familles en leur fournissant jusqu'à 80 % de leur budget. En ce sens, elles servent de rempart contre la misère, en accompagnant le mouvement de dégradation majeure de la situation sociale du pays.*» Comme les guichetiers de la Caisse, les assistantes sociales constatent une nette dégradation de la situation : «*Je rencontre aujourd'hui des gens,* dit l'une d'entre elles, *qui avaient une situation sociale complètement normale il y a encore quelques années, comme un metteur en scène, un restaurateur ou une ancienne psychologue* (...) *Je croyais avoir tout vu en banlieue, dans les cités HLM. Mais à Paris, derrière les beaux immeubles hausmanniens, c'est exactement la même chose...* ».

Est-ce cela la *"modernité"* du socialisme démocratique que Lionel Jospin prétend défendre ? C'est pourtant lui que la droite française accuse de se raccrocher à une idéologie dépassée parce qu'il dit préférer les *"forces du progrès "* à la *"troisième voie "* !

En fait, quoi qu'ils en disent, Jospin et ses collègues sociaux-démocrates (avec les énormes différences qui existent entre eux), sont prisonniers du système. En définitive, c'est le président brésilien Cardoso, pourtant soupçonné de dérive droitière par la gauche européenne, qui, au sommet de Florence, sera allé le plus loin dans la voie des véritables réformes en plaidant en faveur d'une « *nouvelle architecture du système financier international.*» Il constate que « *le FMI fonctionne encore comme un gendarme au service des créanciers. Les flux financiers échappant de nos jours au contrôle des banques centrales, nous devons faire face à des risques énormes* » et il se prononce pour l'instauration d'une "taxe Tobin" sur les transactions financières.

Pour Clinton, bien entendu, il est impensable d'instaurer un quelconque contrôle des flux financiers. Ce qui est on ne peut plus surprenant de la part du vertueux Président d'un vertueux pays qui prétend combattre de toutes ses forces le trafic mondial de la drogue, dont les revenus constituent une part très importante des transactions financières mondiales ! (Dans *Un monde sans loi*[2], Jean de Maillard montrait que les techniques de blanchiment de l'argent sale sont invisibles sur les marchés financiers du type de celui des produits dérivés.)

Quant à Jospin, il reste officiellement muet sur l'instauration de la taxe Tobin malgré la création, par des membres de sa majorité, d'un groupe ATTAC à l'Assemblée nationale. On se rappelle aussi combien le regretté DSK était opposé à cette taxation !

Que faire dès lors que les gouvernements semblent impuissants à arrêter la spéculation financière ? Suivre l'exemple du gouverneur de l'état du Minas Gerais (Brésil) qui a décidé unilatéralement de ne pas rembourser sa dette ? Ou aller plus loin encore en instaurant de nouvelles monnaies gagées sur les productions effectivement réalisées et en assurer une juste répartition ?

C'est alors seulement qu'on pourra dire « *Tout va bien !* »

Jean-Pierre Mon.

2. *Un monde sans loi* par Jean de Maillard et Pierre-Xavier Grézaud éd. Stock 1998.

Et les fonds de pension ? Les compagnies d'assurance, et même la Bourse maintenant, exercent une telle pression médiatique pour convaincre le bon peuple français de leur confier au plus vite les mille et quelques milliards des caisses de retraite qui leur échappent encore, qu'il est fort probable que notre gouvernement cède bientôt et fasse adopter une loi instituant ce moyen de saper encore un peu plus la solidarité entre générations. Notre ami Guy Oostenbroek n'oublie pas que cette menace pèse toujours et il a imaginé les deux lettres suivantes que pourraient avoir écrites à ce sujet des actifs français à leurs homologues aux États-Unis.

X.Y…
O.S.l chez Tartamprix

Camarade,

Tu n'es pas sans savoir que les travailleuses et les travailleurs français s'inquiètent de leur avenir et qu'involontairement la classe ouvrière dont tu fais partie en est un peu responsable. Aussi sans t'inciter à faire une révolution comme nous en 1789, balancer nos rois et leurs privilèges, je veux t'informer de notre amertume, sans passer par l'intermédiaire d'une cellule syndicale quelconque. Depuis des dizaines d'années, tu as pris, comme d'autres, une assurance pour garantir ton pouvoir d'achat à l'âge de la retraite. C'est logique puisque les salariés US n'ont pas de couverture sociale comme chez nous. Seulement, ce qui me préoccupe, c'est que le nombre de salariés aux USA est très important et que les assurances volontaires qu'on appelle "fonds de pension" ont permis d'accumuler des capitaux faramineux. C'est bien dans la logique du capitalisme dénoncé par Marx. Ce qui est plus grave, camarade, c'est que vos fonds de pension représentent 40 % du pognon placé dans les actions des entreprises françaises.
Or, comme ces actions baissent ou augmentent selon l'humeur des spéculateurs, les Gnomes de Zurich ou les zinzins des places boursières, vos gestionnaires menacent de retirer les actions en baisse et de les replacer sur d'autres en hausse. Tu comprends le système ? Pour éviter ce piège, nos entreprises sont obligées de diminuer leurs coûts pour conserver leur rentabilité. La solution consiste à débaucher une partie des salariés, seuls matériaux sur lesquels on peut jouer.
Ainsi donc, c'est grâce aux chômeurs français que les camarades américains, futurs retraités, garderont leur pouvoir d'achat dans l'avenir. De plus, on balance les salariés les plus vieux, les plus près de la retraite en supprimant leurs postes de travail. Les patrons sont ainsi certains qu'aucun jeune ne prendra la place, que le montant des salaires n'augmentera pas et que la rentabilité de la boite assurera le maintien du cours des actions. Tu comprendras que cette situation est inacceptable pour nos salariés, car vous repassez derrière pour nous plumer davantage. Il faudra bien un jour que nous parlions tous le même langage. C'est pour ça que je te demande d'en discuter sérieusement avec tes camarades de travail pour que nous puissions un jour prochain défiler avec une banderole portant l'inscription «Prolétaires de tous les pays, unissez-vous contre les fonds de pension».
Reçois, camarade, mes salutations fraternelles.

X

Monsieur J. Z…
Ingénieur en informatique

Bien cher collègue,

Vous n'êtes pas sans savoir que la France entière est en émoi et qu'involontairement, vous en êtes un peu responsable. Aussi, sans acrimonie, je veux vous en rappeler les raisons. Depuis quelques décennies et afin de préserver votre avenir, vous avez contracté une assurance pour garantir vos retraites lorsque vous ne travaillerez plus. C'est un raisonnement tout à fait normal et dans la logique où, pour vous, une bonne gestion doit être le but de l'entreprise libérale et donc le maintien, pour le futur, de votre standing. Vous continuerez ainsi à contribuer au bon fonctionnement de la machine économique. Seulement, les USA sont un très grand pays et ce système d'assurance individuelle, dénommé "fonds de pension" représente des sommes considérables. Restant dans la lignée de la bonne gestion, il vous a semblé judicieux de faire fructifier cet énorme capital en le plaçant chez nous en France. Vous me croirez si vous voulez, cher collègue, mais vos fonds de pension représentent 40 % des capitaux placés en actions dans les entreprises françaises.
Rien à dire jusque là, sauf que, lorsque ces actions baissent, vous le faites sentir en menaçant de les placer dans d'autres entreprises dont la rentabilité est momentanément supérieure. Là où cela ne nous convient plus du tout, c'est qu'il faille, pour vous garder sur ces lignes d'actions, envisager des licenciements afin de limiter nos coûts et garantir toujours le même retour sur investissement.
Ainsi, et c'est la raison de notre émoi et de cette lettre, ce sont nos chômeurs qui participent à maintenir à bonne hauteur vos retraites par l'économie des coûts salariaux, seuls matériaux sur lesquels on peut agir. De plus, nos chefs d'entreprise se séparent des agents les plus âgés, ceux qui sont le plus près de la retraite, et suppriment du même coup leurs postes de travail. C'est l'assurance qu'il n'y aura pas de nouveaux salariés dont les salaires grèveraient les bénéfices, dont les cours de vos actions et… de maintenir le chômage chez nous. Vous comprenez que cette situation ne peut durer et je vous serai personnellement reconnaissant de bien vouloir transmettre mes propos à l'ensemble de vos collègues, futurs retraités, et d'envisager pour vos retraites une autre méthode.
Croyez, bien cher collègue, à mes sentiments cordiaux.

Jxxx Zxxxxx
diplômé de YYY.

Suppressions d'emplois[1]

• Le groupe américain de plastiques et de fibres Eastmann Chemical a annoncé la suppression de 1.200 emplois (sur 16.000) pour réduire ses coûts.

• Le groupe japonais d'électronique grand public Pioneer a annoncé la suppression de 2.600 emplois, soit 10% de ses effectifs (il avait déjà supprimé 1.500 emplois en 1996).

• Après son rachat par Renault, le groupe automobile japonais Nissan va subir une restructuration qui se traduira par 21.000 suppressions d'emplois.

• Toujours au Japon, le groupe de télécommunications NTT va supprimer 20.000 emplois, soit 16% de ses effectifs et Mitsubishi, 10.000.

• La banque britannique National Westminster a annoncé son intention de supprimer 10.000 emplois en deux ans.

• Le constructeur automobile américain Ford a annoncé la fermeture de deux usines en Europe, ce qui se traduira par la suppression de 630 emplois.

• Le pétrolier américain Chevron annonce un chiffre d'affaires en hausse de 31,8% sur un an … et un programme de restructuration comportant la suppression de 3.100 emplois.

• La société franco-japonaise de micro-ordinateurs Packard Bell a décidé de se retirer du marché grand public américain. Cela se traduira, aux États-Unis, par la fermeture de la plupart des unités de production et le licenciement de 88 % du personnel, soit 2.200 personnes dont le directeur général et d'autres dirigeants.

• Le groupe agroalimentaire américain Dole a annoncé le 4 novembre la suppression de 9.000 emplois dans le monde, soit 20% de ses effectifs.

• Le numéro 1 britannique de l'assurance-vie, Prudential, après l'annonce en juin de 4.000 suppressions d'emploi, vient d'en annoncer 1.500 de plus pour les douze prochains mois.

De plus en plus fort

On sait que dans le système de retraite par répartition, la génération au travail assure le paiement des retraites de ses aînés. C'est la solidarité intergénérations qui joue.

Dans le système des fonds de pension tel qu'il existe dans les pays anglo-saxons, les grands parents ont intérêt à mettre leurs petits enfants au chômage pour toucher des retraites plus élevées. C'est la loi du chacun pour soi.

Dans le projet d'épargne salariale que prépare le gouvernement, les salariés auront intérêt à se licencier eux-mêmes pour faire augmenter le prix des actions de leur entreprise.

C'est ça la modernité!!!

Paradoxes américains[2]

Près d'un foyer américain sur dix n'a pas de quoi subvenir à ses besoins alimentaires en dépit de la forte croissance économique aux États-Unis, a annoncé le 14 octobre le secrétaire d'État à l'agriculture.

• Le Sénat américain a approuvé un décret prévoyant une aide d'urgence record de 8,7 milliards de dollars pour aider les agriculteurs à faire face à la sécheresse, aux inondations … et à la chute des prix agricoles.

• Le nombre de personnes ne bénéficiant pas d'une assurance-maladie s'est accru d'un million de personnes en 1998 aux États-Unis par rapport à l'année précédente pour atteindre près de 45 millions. Un Américain sur six n'avait pas d'assurance-maladie en 1998, révèlent les dernières statistiques publiées le 4 octobre par le Bureau de recensement, un organisme fédéral spécialisé en démographie.

• E.Gramlich, un des gouverneurs de la Réserve Fédérale, a estimé le 5 novembre qu'il y avait lieu d'être *"soucieux"* quant au très bas taux d'épargne des ménages américains, au grand nombre de faillites personnelles et à *"l'énorme"* déficit commercial. Les États-Unis importent encore l'équivalent de 3 % de leur PIB annuel auprès d'investisseurs étrangers qui, selon lui, ne vont pas cumuler indéfiniment leurs actifs américains, ce qui pourrait assécher à terme l'entrée de capitaux étrangers aux E-U. Ces perspectives vont exiger un ajustement de l'économie américaine avec davantage d'exportations, des taux d'intérêts plus hauts, des investissements en retrait et un dollar plus bas.

Il n'est donc pas surprenant que les E-U cherchent par tous les moyens à exporter leurs produits et leur services. C'est ainsi qu'à l'occasion du prochain sommet de l'OMC à Seattle, Mrs Barshefsky, représentante spéciale de Clinton pour le Round du Millénaire, veut faire de la santé un commerce comme un autre car, selon elle, *«la santé est l'un des derniers domaines qui soient encore placés sous contrôle étatique.»*

Machiavelisme ?

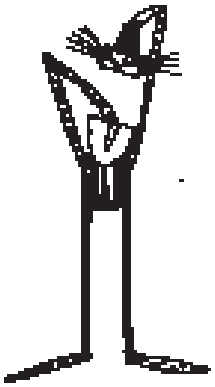
Fin septembre le Sénat américain a adopté un projet de budget de défense pour l'an 2.000 de près de 289 milliards de dollars. Le texte prévoit, pour la première fois en quinze ans, une augmentation des dépenses militaires. C'est un bon moyen pour continuer à faire tourner les industries d'armement. Mais les Américains veulent aussi pousser les Européens à renforcer leur potentiel militaire, uniquement dans le cadre de l'OTAN, bien sûr. Ils les incitent donc à augmenter fortement leurs budgets de défense. Cela rappelle la course aux armements dans laquelle ils avaient poussé l'ex-URSS en espérant, comme ils y sont parvenus, la ruiner. C'est peut-être le moyen qu'ils ont trouvé pour éviter que l'Euro vienne à terme concurrencer le dollar comme monnaie d'échange internationale.

Jean-Pierre Mon.

1. d'après *Le Monde*, entre les 20 octobre et 11 novembre 1999.

2. D'après *Le Monde*, entre le 16 octobre et le 6 novembre 1999.

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?



par Jean-Claude Pichot

Sans l'avoir choisi, nous sommes les voyageurs d'un périple au long cours dont la trajectoire est celle d'une planète dont nul ne peut changer le cap. Plutôt que d'un engin unique emmenant 6 milliards d'individus dont la destinée dépendrait d'un seul d'entre eux, nous sommes tentés de présenter notre aventure comme celle d'une gigantesque escadre de vaisseaux volants condamnés à faire le voyage ensemble. Certains ressemblent à des avions d'affaires, d'autres à des super jumbos, supersoniques ou non ; il peut y avoir des planeurs remorqués, dont le sort dépend de leurs tracteurs. On y retrouve comme toujours, différentes classes : "affaires", "premières", "touristes", avec l'option charters ; et même les "soutiers", ceux qui, à l'instar des animaux, sont entassés dans la soute et n'ont pas droit aux hublots… Ces vaisseaux sont nos entreprises, nos instances administratives ou autres structures dont nous sommes les passagers volontaires ou obligés. Les chefs fréquentent les deux premières classes, les autres se partagent les suivantes. Les soutes sont réservées à ceux qui n'ont pas les moyens d'acheter leurs billets : dans notre voyage, il serait politiquement incorrect de laisser qui que ce soit au bord du chemin.

Notre voyage ne peut se concevoir aujourd'hui sans pilotes, et la réponse à la question est bien : oui, il y a des pilotes aux commandes de nos vaisseaux ; des professionnels réputés responsables qui, à cause des aléas de la route et d'une concurrence accrue entraînant des trafics toujours plus chargés, savent que les conditions de vol sont de plus en plus difficiles et que leur métier, même s'il est soutenu par des automatismes et des moyens de calcul et de télécommunications puissants, est loin d'être de tout repos. Nos vies dépendent de leur aptitude à bien faire en toutes circonstances et nous n'avons d'autre choix que de leur faire confiance, même si l'on ne choisit pas habituellement sa compagnie ou sa classe.

Nos pilotes ont été formés à quelques écoles dont les plus influentes sont celles de nos pays dits libéraux, qui font désormais la loi. Il existe deux filières de formation : la civile et la militaire ; les pilotes qui sortent de la seconde bénéficient de quelques privilèges supplémentaires qui les conduisent à se croire d'une race supérieure. A titre d'exemple, le plus grand constructeur mondial d'avions, découvrant il y a plus de 25 ans que les réservoirs centraux de ses engins pouvaient exploser en vol, a mis au point une modification efficace de ses matériels, mais s'est contenté, au nom de la rentabilité, de l'appliquer à ses matériels… militaires. Les vies de quelques centaines de personnes vaudraient-elles moins que quelques tonnes d'armement et leur équipage ? Autre privilège de nos seigneurs du ciel : le siège éjectable, mais celui-ci semble aujourd'hui faire école dans le domaine civil…

Pour la défense de leurs avantages et privilèges, les pilotes se sont syndiqués : chez nous, ils ont créé le CNPF, Conseil National des Pilotes Français, dont le sigle était disponible depuis peu de temps. Leur principal objectif était de se défendre face à deux autres catégories professionnelles majeures dont ils dépendaient : les contrôleurs de navigation et les industriels, dont les intérêts pouvaient diverger des leurs, surtout les seconds. Le problème était que ces partenaires incontournables avaient, chacun à sa manière, les mains sur des commandes au moins aussi importantes que leurs manches à balai, ou leurs avatars modernes de type électronique, et que la multiplicité des acteurs est jugée de moins en moins favorable à la bonne exécution des missions.

Les industriels sont capables de concevoir des avions sans pilotes pouvant décoller, parcourir des trajets et se poser de façon automatique sans avoir besoin de la moindre intervention. Mais personne n'est prêt à accepter aujourd'hui une évolution aussi brutale. Malgré tout, la réduction des équipages au strict minimum a fait souffrir la profession. Oui, il y a toujours des pilotes dans les avions, ne serait-ce que pour rassurer les passagers, mais aussi pour éviter les effets parfois catastrophiques des fantaisies de la météo (trous d'air, orages…) ou essayer de rattraper les conséquences de défaillances, rares mais généralement dramatiques, de la mécanique, des automatismes ou des guidages depuis le sol, sans avoir la certitude de réussir.

Nos entreprises ont, elles aussi, toujours à leurs têtes des pilotes, des chefs dont une majorité assument leurs responsabilités dans des contextes parfois complexes. Eux aussi profitent des perfectionnements de l'informatique, de l'automatisation, des télécommunications, sans lesquels ils seraient désarmés, et doivent savoir reprendre les commandes manuelles dans les moments difficiles. Le contexte des affaires ressemble en effet aux trafics auxquels ● ● ●

● ● ● sont soumises les compagnies aériennes : concurrence, turbulences créées par les autres sociétés, perturbations financières, etc. Comme leurs homologues pilotes ou les commandants de navires, il leur arrive d'être bien seuls dans les moments critiques, même s'ils se consolent en pensant qu'ils ont Dieu au-dessus d'eux, maître à bord suprême. Oui, il y a des pilotes dans nos entreprises, certains font des loopings avec leurs comptabilités ; d'autres font des tonneaux pour épater la galerie ; d'autres, plus malins, font des décrochés pour faire croire qu'ils sont en perdition ; mais la plupart font leur métier de chef. Si, parmi les plus puissants, quelques-uns ont à leur disposition des sièges éjectables, dont certains modèles sont en or massif, beaucoup n'en sont pas équipés.

Cela va-t-il durer, et de quelle manière ? La reprise des commandes à la main devient de plus en plus aventureuse, les grands manitous de la finance sont omniprésents et les contrôleurs de navigation du business international de plus en plus exigeants : nos pilotes ont autant à craindre les krachs que leurs homologues du ciel, les crashs. Le métier de pilote devient risqué (la valeur du siège éjectable le plus célèbre de France, estimé à quelques centaines de millions de francs, est paraît-il à la mesure du risque qu'avait assumé le Président qui l'a utilisé récemment !) et sans gloire (il dépend tellement d'autres instances qui imposent leurs règles) que l'on peut se demander s'il n'est pas en train de disparaître progressivement. Des règles mondiales émanant d'un "big brother" en gestation avancée et des automatismes de plus en plus performants sans concurrence transforment nos entreprises en "boites automatiques à direction assistée"!

Pourrons-nous dire encore longtemps : oui, il y a bien un pilote dans chaque avion ? Rien n'est moins sûr car la "main invisible", pilote unique et non connu du public, reprend discrètement les commandes, toutes les commandes, mettant peu à peu au rancart tous ceux qui avaient cru en leur mission et s'étaient appliqués à bien l'exécuter. Bien sûr, ce n'est pas sur le bon vieux "manche à balai" des petits monomoteurs d'autrefois que cette main s'est posée, mais sur un ensemble de moyens très sophistiqués et confidentiels échappant à tout contrôle extérieur. À ceux qui ont appris à piloter dans des aéroclubs il y a quelques dizaines d'années, cette évolution peut curieusement rappeler quelque chose d'essentiel, les consignes avant les décollages, résumées dans le mot **ACHEVER** qui fait référence à des fonctions ou des précautions vitales : A comme Atterrisseurs, C comme Contact/Commandes, H comme Habitacle/Huile/Hélice, E comme Essence, V comme Volets, E comme Électricité et R comme … Rien en vue ! Achever : tout un programme, il n'y a rien à voir…

J-C P.

————

PS. Le dramatique accident récent au large de la côte Est des États-Unis semble, malheureusement, prouver que Dieu (ou Allah) n'a pas son "brevet de pilotage"; n'est-ce pas la preuve que nous sommes condamnés à œuvrer dans le cadre de notre liberté humaine, et que, quand il y a drame, c'est souvent à cause du non respect de celle de l'Autre ?

Le billet de Paul-Louis

Qui sera propriétaire du monde ?

Je me souviens d'une époque où il a fallu se battre pour contester le droit de propriété en bordure de mer, en bordure de cours d'eau. Avant que les gouvernements ne régulent le droit de construction, le droit de propriété sur un terrain donnait le droit de couper des forêts, d'enlaidir une zone, de rendre des terres inondables, etc. Nous étions des utopistes et le droit de propriété sur une usine donnait le droit de polluer les airs, les eaux, les paysages…

Il a fallu se battre contre le droit de propriété des automobilistes sur leurs véhicules, pour protéger le droit des cyclistes, le droit de respirer, le droit à la sécurité. Maintenant, il faut se battre pour notre droit de vivre, contre le boeuf thatchérien nourri au moindre coût, contre les pollueurs, - toujours eux - et contre les médias qui nous enseignent !

Mais la toile de fond n'est-elle pas toujours la même : le droit du plus fort, avec cette formidable charnière que fut le passage de la monarchie héréditaire au pouvoir des banques sous Napoléon ?

Or le pouvoir des banques n'est-ce pas celui du plus fort ? C'est, tout simplement, le pouvoir de créer du pouvoir d'achat au bénéfice de ceux qui en ont déjà, ce qui aboutit à une formidable concentration. Le monde économique fonctionne ainsi comme une centrifugeuse qui va de plus en plus vite.

En face, des États qui n'ont plus le droit de battre monnaie pour sauver le pouvoir d'achat des "jetés et jetables" que nous sommes ou que nous serons. Où va-t-on ?

Louis Thévenard.

A la fin du journal télévisé de 13 heures, sur TF1, les journalistes posent à un téléspectateur, différent chaque jour, la question, devenue rituelle :«Quel est l'événement qui vous a le plus marqué au cours de ce siècle ? » Jean Auribault s'est livré, lui aussi, à ce petit jeu fin de siècle. Sa réponse, qui pose un problème de société, semble n'avoir a priori qu'un rapport lointain avec l'économie. Quoique...

Dolly

par Jean Auribault

Ce n'est ni Hiroshima (Caïn n'a pas attendu la bombe atomique pour tuer son frère, disait Sartre), ni la chute du mur de Berlin (dont on vient de commémorer le dixième anniversaire), qui sont les événements importants de ce siècle. L'événement capital, c'est l'arrivée de Dolly. Ce n'est pas l'héroïne d'une chanson des frères Jacques, une cocotte style 1925 qui dansait sur un air de Charleston. Elle est née en 1996, au pays de la vache folle, dans un laboratoire.

Bulletin de naissance

Dolly est une brebis obtenue par clonage, à partir de cellules mammaires d'une brebis de 6 ans, morte plusieurs années auparavant. Ces cellules conservées (en cultures) et leurs noyaux, furent transférés dans les ovocytes énucléés de brebis donneuses, puis les embryons ainsi reconstitués furent placés dans l'utérus de receveuses. Après quelque 280 tentatives : une seule a permis la naissance de Dolly.

Naissance sans poésie, j'en conviens, loin d'une étable (pas de crèche pour Dolly !), cette brebis clonée ne pouvait revendiquer aucun terroir, comme ses sœurs écossaises ou galloises (ces brebis galeuses !). Mais l'événement était de taille, enfin l'homme pouvait créer artificiellement la vie !

Dolly, George et les autres

Mais Dolly ne resta pas longtemps une brebis égarée, le génie génétique est si fécond ! Le 20 janvier 1998, la Presse publia le faire-part de naissance de George et Charly, deux veaux nés d'une nouvelle technique de clonage. Mais là, peu de détails sur cette technique nous furent donnés. La naissance avait eu lieu aux États-Unis, patrie de la confidentialité des brevets de création…

La tentation d'aller plus loin encore était trop grande, et fin 1998, telle une nouvelle Eve fascinée par l'arbre de la connaissance, une équipe scientifique sud-coréenne annonçait qu'elle avait réussi, pour la première fois dans le monde, à créer un embryon humain par clonage[1].

Création et procréation

Jusqu'en 1998, dans nos pays occidentaux, deux opinions prévalaient essentiellement dans ce domaine :

- Celle issue de l'héritage judéo-chrétien :*« Yahvé Elohim bâtit en femme la côte qu'il avait prise de l'homme. Il l'amena vers l'homme et l'homme dit :"Cette fois, celle-ci est l'os de mes os et la chair de ma chair. Celle-ci on l'appellera Femme parce que d'un homme celle-ci a été prise. C'est pourquoi l'homme laissera son père et sa mère, s'attachera à sa femme et ils deviendront une seule chair»*[2]. Sans entrer dans les débats des exégètes, on notera, si l'on s'en tient à la lettre, qu'il semble bien que l'homme (et non Dieu, même s'il veille !) institua la procréation naturelle, par la chair. Ce qui est confirmé lorsqu'il écrit : *«L'homme connut*[3] *Eve, elle conçut et enfanta Caïn…»* N'en déplaise aux intégristes (créationnistes américains, en particulier), la liberté de l'homme, sur terre, commence à l'acte de procréation[4].
- Celle des athées ou des agnostiques, dont Jean Rostand évoque poétiquement et dans tous ses aspects cet acte de procréation (n'oublions pas que, contrairement à l'expression populaire : *là où il y a des gènes, il y a aussi du plaisir*, ce que l'église a pendant des siècles dénié au couple !) : *«Recherche aveugle d'un plaisir d'où sortira la vie, tension de l'instinct vers l'assouvissement passager, voracité à l'égard d'autrui, besoin de se mêler à un prochain qui ne soit pas un pareil : tout cela, en quoi l'homme se retrouve et se reconnaît.»*

Que dire alors du clonage ?

«Elohim acheva, au septième jour, l'œuvre qu'il avait faite et il se reposa.» L'homme prit alors la relève pour inventer le clonage.

Adoptons la vision, dramatique mais réaliste, d'Edgar Morin : *« Né sur une minuscule planète au sein d'une violence extrême d'orages, éruptions et tremblements de terre,* ***la vie****, fruit d'associations entre myriades de macromolécules, lutte cruellement contre la cruauté du monde et résiste avec cruauté à la cruauté de la vie*[5]*.»* Dans cet environnement, le clonage n'est-il pas, d'entrée de jeu, un viol du vivant conduisant à une frustration de la Vie considérée dans toute son amplitude ? N'est-on pas en train de fabriquer un instrument, créant des perturbations supplémentaires à cette cruauté naturelle du monde ?

Danger potentiel : la sélection artificielle pour un monde totalitaire

Le risque est grand, malgré tous les comités d'éthiques et les discours lénifiants des responsables de tous poils, car *1984* de G. Orwell est déjà largement dépassé (Big Brother se cache derrière l'OMC !) Si l'on admet, sans limites, le clonage comme moyen de procréation, alors nous entrons de

1. *Le Monde du 16.12.98. Annonce reprise dans Chronologie année 98 (février 99).*

2. *Ancien Testament. Genèse II, 22. Bible, bibliothèque de la Pléiade (NRF).*

3. *Le verbe connaître, signifiant bien entendu, les rapports sexuels.*

4. *Que les non-croyants ne sourient pas, il n'est pas inutile de rappeler les références originelles, au moment où un courant créationniste sévit aux États-Unis, et qui va jusqu'à interdire dans les manuels scolaires toute référence à Darwin et à l'évolutionnisme, sous le prétexte (sectaire) que cette "idéologie" s'oppose à la "Révélation".*

5. *Edgar Morin :* "Mes démons" *Essai. Collection Points n° 528 (Ed. Stock)*

● ● ●

plain-pied dans l'univers imaginé par Huxley. Rappelez-vous la Déclaration du Dictateur de l'incubation et du conditionnement dans *"Brave New World"* : *« Quatre-vingt-seize jumeaux identiques ! Sa voix vibrait d'enthousiasme. On sait vraiment où l'on va. Pour la première fois dans l'Histoire…»* Il faudrait aussi relire la description de l'usine fabriquant des embryons spécialisés selon les futures tâches auxquelles ils sont destinés (depuis le bas de gamme, l'embryon mineur de fond, jusqu'au dirigeant d'entreprise)… On tremble en pensant qu'Hitler aurait pu disposer de méthodes scientifiques permettant de fabriquer des clones soldats, de type "aryen", lui qui n'a pas hésité à utiliser les biotechniques de l'époque pour entreprendre une sélection artificielle. D'autant qu'il se serait trouvé, en France, un Alexis Carrel, brandissant son diplôme médical, pour justifier le bien fondé de son initiative. L'éthique de la biomédecine génétique, qui se veut l'inverse de l'eugénisme, peut aussi servir une politique semblable, criminelle contre l'humanité.

Sans envisager jusqu'à ces limites extrêmes, j'ajouterai que le monde actuel est déjà suffisamment utilitariste, alors de grâce, Messieurs les biotechniciens, n'en rajoutons pas ! Orientez vos recherches pour soulager l'humanité souffrante, l'ouvrage ne manque pas.

État des lieux

Avant de quitter cette réflexion à caractère éthique (ou tout bonnement moral), il faut préciser qu'elle ne contredit en rien les recherches effectuées dans les biotechnologies à des fins purement thérapeutiques. Ce sur quoi nous devons nous insurger, c'est la dérive actuelle, des chercheurs anglo-saxons en particulier, qui travaillent sous l'influence de la morale utilitariste (héritage des David Hume ou surtout de John Stuart Mill), en opposition aux principes philosophiques hérités de Kant qui privilégie toujours le respect de la dignité de l'individu (principes qui semblent encore régir les réflexions des Français et des Allemands, mais jusqu'à quand ?). Gérard Hubert écrivait en avril 1998[6] : « *Le clonage, entre séduction et effroi*». Or depuis, les manipulations génétiques alimentent des débats publics ou privés, et l'on commence à envisager un cadre législatif pour parer aux dérives et calmer les angoisses des opinions. Mais, au-delà des déclarations de bonnes intentions, il n'y a jusqu'à ce jour, aucun consensus pour interdire le clonage reproductif chez l'homme, et aucun moratoire n'est même en vue pour arrêter l'expérimentation. Et l'état de la science ne permet même pas de savoir quelles seraient les conséquences sur des mammifères (primates non humains), engendrés de cette manière : vieillissement prématuré, augmentation de la fréquence des cancers…?

La vraie crise

La crise économique a tellement accaparé nos esprits, qu'en sortir est l'objectif primordial qui occulte toute autre réflexion. Mais est-ce vraiment la crise ? N'est-ce pas plutôt une péripétie de plus, si l'on accepte une vision cyclique de l'histoire humaine, où s'enchaînent à l'infini les âges théocratique, aristocratique, démocratique enfin, avant de retrouver le chaos[7] ?

Le romancier américain Gore Vidal rappelait cette année lors d'une conférence, qu'au siècle dernier, un Président de la Chambre des représentants (aux États-Unis) s'était acquis une telle réputation de réactionnaire, qu'on racontait que si Dieu l'avait consulté au moment de la Création, il aurait opté pour le chaos. N'est-ce pas cet état d'esprit qui domine, consciemment ou non, dans les sphères dirigeantes, où l'humanisme a toujours été jugé romantique, face à un utilitarisme immédiat ? Les problèmes d'éthique pèsent alors si peu par rapport aux problèmes économiques (*«après moi, le déluge !»* ou *«vivement le chaos, que je rentabilise mes investissements, sans contraintes étatiques»*). Alors, on gère la crise, mais est-elle finalement la vraie crise ? Jacques Ellul écrivait en 1987 :*«La crise que nous abordons est d'un autre ordre. Elle n'exprime pas le passage d'une certaine forme de société et de pouvoir à une autre forme, mais le passage à un* ***milieu nouveau***[8]*.»*

En fait, pour reprendre son opinion, nous pouvons dire que nous vivons, depuis 5.000 ans environ, dans le milieu de la société humaine, où la politique (au sens large, évidemment) dominait. Malgré les soubresauts de l'histoire, l'homme s'était adapté et surmontait les crises par modifications sociales, politiques ou économiques. Or, la vraie crise actuelle n'a pas de réelles causes historiques (l'effondrement du mur de Berlin n'est qu'un épisode si on le compare à l'évolution de l'homme). On est confronté à une crise **totale (et globale)** due à l'émergence du milieu technicien qui acquiert de jour en jour une sorte d'autonomie. L'homme entre dans un milieu inconnu. Sans qu'on y prenne garde, étourdis que nous sommes par notre société gavée d'informations, nous n'avons même pas conscience de ce bouleversement, le plus fondamental depuis 5.000 ans.

Et J. Ellul prétend, à juste titre *«qu'il n'y a qu'un exemple d'une crise semblable, mais nous ne pouvons pas en tirer des leçons, parce que nous ne la connaissons pas, c'est le passage du néolithique à la période du milieu historique et social, au travers de la période protohistorique.»*

Éthique ou économie, il faut choisir.

Pour simplifier, disons qu'en cette fin de siècle, nous avons le choix entre deux milieux, celui de la genèse (biblique ou laïque, selon votre croyance) et celui

6. *Transversales Sciences/Cultures n° 50.*

7. *Vision de Platon, reprise et développée par le philosophe Vico.*

8. *Jacques Ellul : "Ce que je crois" Grasset.*

PETITE ANNONCE GRATUITE
Échangerais vache folle
contre clone de vache
élevée aux hormones.

de la parthénogenèse. Mais c'est sans compter sur l'économie ! Et là, j'avoue ma petite peur de l'an 2.000 !

Nous avions commencé pas évoquer Dolly, sachez que son histoire continue par l'entremise de son père fondateur le Dr Ian Wilmut (Roslin Institute, Edimbourg) dont on apprit qu'il négociait, avec la firme américaine Geron, la constitution d'une équipe afin de créer des embryons humains par clonage. Et pourtant, il avait certifié qu'il refuserait d'appliquer son savoir-faire sur des cellules et des embryons humains. Pour nous rassurer, on nous apprend qu'il faut faire une distinction ente clonage thérapeutique et clonage reproductif…

A la lecture de la dernière livraison des *Dossiers et documents du Monde*[8], je m'inquiète quand même du déferlement des groupes et sociétés privées sur ce créneau porteur de nouveaux profits. Il s'agit d'une véritable chasse au génome.

Depuis, Aventis (Rhône Poulenc-Hoecht), le géant des sciences de la vie, et son fer de lance, les OGM, jusqu'à Craig Venter et ses méthodes pour séquencer le génome humain par petits bouts, tout est prêt scientifiquement pour le clonage humain. Après l'exploitation des "autoroutes de l'information", voici venu le temps de **l'exploitation du génome humain** (version sophistiquée de "l'exploitation de l'homme par l'homme" !). En France, l'État finance maintenant la génomique(1,5 milliard de F), le premier génopôle est implanté à Evry depuis 1998, et il est prévu, bien sûr, la participation de sociétés privées, pour ne pas être en retard. Car on dénombrait déjà en 1997 plus de 1.200 brevets déposés par les sociétés de biotechnologie et 200 déposés par les 25 premiers groupes pharmaceutiques.

Qu'attend-on alors pour légiférer, en urgence, afin de fixer clairement les limites des manipulations génétiques sur l'embryon humain ? Doit-on faire le deuil de la dignité humaine lorsque ces embryons ne sont que matière à brevets, comme un rasoir jetable ou une lessive ?

Doit-on attendre que l'OMC décide du libre échange de la marchandise humaine ? Le troisième millénaire sera-t-il celui du marché de l'embryon humain, favorisant son trafic, comme cela existe déjà pour les organes ? Laissez-nous encore croire que les bébés naîtront dans des choux ou des roses biologiques, plutôt qu'à la chaîne dans des usines-laboratoires.

Concluons par ce qu'écrivait en 1970, déjà, un Prix Nobel : *« Les sociétés modernes ont accepté les richesses et les pouvoirs que la science leur découvrait. Mais elle n'ont pas accepté, à peine ont-elles entendu, le plus profond message de la science : la définition d'une nouvelle et unique source de vérité, l'exigence d'une révision totale des fondements de l'éthique, d'une rupture radicale avec la tradition animiste, l'abandon définitif de «l'ancienne alliance», la nécessité d'en forger une nouvelle. Armées de tous les pouvoirs, jouissant de toutes les richesses qu'elles doivent à la Science, nos sociétés tentent encore de vivre et d'enseigner des systèmes de valeurs déjà ruinés, à la racine, par la science même*[10]*.»*

J.A..

9. *Novembre 1999, p.2.*

10. *Jacques Monod:* "Le hasard et la nécessité" *Seuil, 1970.*

Rendons à César

Deux économistes français de ce siècle ont les mêmes initiales : M.A, et c'est ainsi que j'ai fait une confusion dans l'éditorial de Novembre :

Maurice Allais, né en 1911, a reçu le Prix Nobel de sciences économiques en 1988 pour les recherches qu'il a menées pendant la guerre : *À la recherche d'une discipline économique* (1943), *Économie et intérêt* (1947), suivis de la *Théorie générale des surplus* (1981).

Il est membre de l'Académie, section économie politique et statistique depuis 1994.

Michel Albert, né le 25 février 1930, est l'un des 21 membres français de la Commission Trilatérale, dont le président d'honneur est David Rockfeller. Il fait partie du Comité exécutif de cette fondation dont les membres sont surtout des chefs d'entreprises, des dirigeants d'organisations professionnelles, des diplomates et de hauts fonctionnaires, et dont l'objectif est d'établir des relations entre partenaires de haut niveau, décidés à imposer et développer l'économie de marché à l'échelle mondiale. Il fut commissaire au Plan en 1978. C'est bien lui l'auteur de la citation que j'ai reproduite, mais il n'a jamais reçu le Nobel. Mea culpa.

Quant au Nobel Maurice Allais, réputé pourtant "de tendance libérale", il semble avoir évolué, puisqu'il écrit : *« La confusion actuelle du libéralisme et du laissez-fairisme constitue un des plus grands dangers de notre temps… Si toutes les politiques mises en œuvre depuis 25 ans ont échoué, c'est que l'on a refusé de s'attaquer à la racine du mal, la libéralisation excessive des échanges et la dérèglementation totale des mouvements de capitaux.»*

M-L. Duboin.

Deux journalistes, Gérard Desportes et Laurent Mauduit, respectivement attachés à *Libération* et au *Monde*, viennent de publier *La gauche imaginaire et le nouveau capitalisme* chez Grasset :

La gauche imaginaire

par André Prime

Depuis quelques années, un nombre non négligeable d'auteurs ont su analyser, avec une plus ou moins grande pertinence, les causes structurelles de ce qu'on appelle, par commodité, la crise depuis un quart de siècle. Citons Susan George, Viviane Forrester avec *l'horreur économique* (7 à 800.000 exemplaires vendus), l'auteur suisse Bugnon-Mordant avec *l'Amérique totalitaire*[1], B. Maris avec *"Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles"*[2]. De nombreux autres auteurs, sans doute, ont compris peu ou prou la grande mutation du monde.

Desportes et Mauduit décrivent parfaitement la marche vers la pensée unique et les dangers du néolibéralisme, et aussi la trahison - ou la lâcheté - de l'ensemble de la social-démocratie prise dans la nasse des "forces du marché". Ils analysent en particulier l'action des socialistes français revenus aux "affaires" depuis 1997.

Malheureusement, comme la plupart des auteurs précités, ils s'arrêtent à mi-chemin : ils n'apportent aucune solution, ne donnent aucune piste, bien qu'ils semblent parfois appeler de leurs vœux "l'idée d'un autre possible", même si *«l'on ne voit pas d'où pourrait jaillir une nouvelle bouture* [3]» .

Donnons la parole à nos auteurs :*«…Passivité des dirigeants politiques qui ont fini par accepter "la main invisible du marché" et ont cédé leur pouvoir aux vrais dirigeants du monde, les gestionnaires des fonds de pensions, les spéculateurs… Ce n'est pas la fin de l'Histoire , c'est la fin du politique… Jamais l'écart entre pays riches et pays pauvres n'a été aussi important. Jamais, dans les premiers, la proportion de gens prolétarisés n'a été aussi grande, même si le niveau de vie moyen n'a fait que s'améliorer… Un modèle de société s'installe peu à peu, que rien ni personne ne paraît en mesure d'empêcher… Le champ du politique apparaît tragiquement vide, laissant aux seules forces du marché la conduite du destin des peuples. Ce n'est pas "l'horreur économique" qu'il faut décrire, c'est "l'horreur politique" dont il faut s'inquiéter… Vingt ans après la victoire de F. Mitterrand, que reste-t-il du "changer la vie" ? Aucune force sociale ne paraît plus en mesure de conduire la société vers un avenir maîtrisé… La responsabilité de la social-démocratie est écrasante… Après l'effondrement du "socialisme réel" elle possédait en son sein la force suffisante pour entraîner et rassembler. Mais elle n'en a rien fait… Après avoir eu pour ambition de renverser le capitalisme, puis seulement de l'aménager, elle a même progressivement abandonné ce dernier objectif.»*

Et les auteurs signalent le paradoxe de cette démission au moment même où l'Europe compte 13 gouvernements "rose", non sans faire remarquer que les marchés ont exigé en Allemagne l'éjection d'Oskar Lafontaine (au bout de six mois). Et pour eux *«la réalité de l'expérience Jospin depuis 1997… témoigne de cet alignement sur l'idéologie dominante, un laisser-faire, une sorte de social-libéralisme…* Ils ajoutent : *les marchés font régner le (dés)ordre et la peur… Le siècle aura vu naître et mourir un projet collectif. Nous vivons l'assaut final».*

Conclusion de la préface *«Il n'en demeure pas moins que le marché n'aurait pas atteint ce degré de puissance sans la complicité de ceux qui sont en charge des affaires… L'implication du Parti socialiste français ne peut être dégagée».*

* * *

Au fil des chapitres, les auteurs montrent comment le gouvernement Jospin a "oublié"[4] - ou dû oublier - non seulement ses promesses électorales, mais aussi les objectifs d'une social-démocratie réelle (nous n'osons même plus parler d'idéal socialiste). Citations à l'appui, ils reconnaissent à Lionel Jospin, qui avait réclamé un droit d'inventaire sur la période mitterrandienne, une sorte d'esprit de résistance à la vague néolibérale qui emporte toute la société. En effet, Jospin semble s'accrocher à sa formule : *«Économie de marché, oui ; société de marché , non»*. Un Strauss-Kahn (DSK) n'a pas ces états d'âme. Néanmoins, les auteurs décrivent comment Jospin et son gouvernement gèrent parfaitement, et souvent mieux que la droite, l'économie libérale : privatisations, stocks-options, aide aux entreprises, retraites (fonds de pensions déguisés), méga-fusions, licenciements, etc.

• Vilvorde. En pleine campagne des législatives, le 16 mars 1997, Jospin va défiler à Bruxelles avec les salariés et les syndicats. Exprimant son émotion face à la décision brutale et symbolique de Renault, il insiste sur la nécessité de donner "plus de place à l'Europe sociale". Cinq jours après le deuxième tour, Jospin déclare que *«ce n'est pas le gouvernement français qui décide»* et qu'il n'a pas non plus une

1. Voir l'analyse de ce livre dans GR-ED N° 981.

2. Voir l'analyse de ce livre dans GR-ED N° 992 et ci-dessous.

3. bien entendu, les distributistes vont leur faire connaître leurs analyses et propositions…

4. Pourtant, Jospin se plait à répéter : *«Je fais ce que je dis et je dis ce que je fais.»*

emprise directe sur l'entreprise Renault. Le 28 juin, le verdict tombe : la fermeture du site est décidée. Rappelons que L. Schweitzer, PDG de Renault, est l'ancien chef de Cabinet de L.Fabius, Premier ministre.

• Privatisation. C'est devenu un lieu commun de constater qu'en quelque deux années, le gouvernement a plus privatisé que Balladur et Juppé réunis. Pour tenter, mais qui est dupe, de camoufler leur action libérale, les socialistes sont passés maîtres dans l'art de l'euphémisme : la commission des privatisations, terme trop sulfureux, devient *"la commission d'évaluation et des transferts"*, les fonds de pensions deviennent des *"fonds partenariaux"* et les stock-options, des *"bons de croissance"*!

Dès lors, les privatisations totales ou partielles tombent en rafale : France-Télécom, Thomson-CSF Multimédia, Société Marseillaise de Crédit, CNP, Aérospatiale, Air France, Crédit Lyonnais, etc.

Pourtant, pour ne citer que France Télécom, Lionel Jospin avait promis qu'on n'y toucherait pas. Le bon peuple qui l'a élu pourrait chanter sur l'air de la Carmagnole : *Lionel Jospin avait promis, Lionel Jospin avait promis…* Si Jospin - cas unique - continue à dépasser les 50 % d'opinions favorables dans les sondages, c'est sans doute que la droite, et ses électeurs, fort satisfaits de la politique libérale menée, y sont pour beaucoup. Du reste Chirac suit la courbe, alors qu'avec Juppé, s'il suivait aussi la courbe, c'était vers le bas…

•Stock-options. Il fallait oser. DSK a osé. En janvier 1999, DSK propose d'alléger la fiscalité sur les stock-options, alors que Juppé lui-même, devant le scandale, avait relevé en 1996 le taux d'imposition à 40 % sur les stock-options cédées au-delà de 5 ans de détention (rappelons que le taux supérieur de l'impôt sur le revenu est de 54 %).

Or DSK a prévu d'abaisser ce taux à 26 %. Indignation à gauche. Raison invoquée par DSK : le risque de délocalisation du siège des entreprises vers des cieux plus cléments. Le projet est différé… jusqu'à ce que les "bons de croissance" se mettent en place !

• Fonds de pension, pardon "fonds partenariaux": Campagne des législatives. Chirac proclame qu'il n'est pas contre. Jospin est contre. Or dès le 9/12/1997, dans un entretien accordé aux Échos, il déclare :*«Personne ne conteste l'idée que les salariés du secteur privé puissent disposer de régimes de retraite surcomplémentaires* (c'était le terme employé par Chirac), *c'est-à-dire de fonds de pensions».*

Arrêterons là nos exemples de reniements, il y en a beaucoup d'autres. Notons seulement que les milliards que représentent les fonds sociaux (maladie, retraites) de loin supérieurs au budget de l'État, ne peuvent que faire saliver les prédateurs que sont les compagnies d'assurances, les banques et autres spéculateurs. Nos auteurs précisent : *«Sur le seul marché des changes, le volume des transactions, au cours de l'année 1995, approche la somme de 1200 milliards de dollars par jour, soit autant que la richesse nationale produite en France au cours de toute une année.»*

Quelques déclarations de Jospin nous parviennent comme un écho lointain de son moi refoulé (sincérité, honnêteté ?).

— À Tony Blair, lors d'une rencontre à Cintegabelle :*«Si la troisième voie que tu entends explorer entre libéralisme et socialisme étatique vise à disqualifier toute idée de régulation de l'économie de marché, il ne faut pas compter sur moi ».*

— Le 3 octobre 1998, lors d'une table ronde organisée à Paris par le PS et le Parti des socialistes européens (PSE), il se montre plus mordant :*«Dans le même temps où il crée des richesses, le capitalisme les concentre à l'excès. S'il assure, par le progrès technique, un essor continu de la production, il tend à exclure du monde du travail un nombre de plus en plus grand d'hommes et de femmes. En l'absence de régulation, le capitalisme nourrit ses propres déséquilibres. Le capitalisme est une force qui va, mais qui ne sait pas où elle va.* ● ● ●

Un film du réalisateur iconoclaste américain Michael Moore vient de sortir en France, malheureusement dans deux petites salles uniquement : ***The big one.***

Il dénonce les patrons qui licencient alors qu'ils font des bénéfices-records (on connaît ça en France : Renault, Michelin*). Dans une interview au *Monde* le 10 novembre il déclare : *«Nike paie Michael Jordan, le basketteur le plus payé au monde, 20 millions de dollars par an, plus que ses 30.000 ouvriers indonésiens».*

Notons au passage que ces 30.000 ouvriers indonésiens (la plupart des enfants autour de 14 ans) sont autant de chômeurs pour les États-Unis.

La lucidité de Moore est percutante. À un patron, il lance : *«Me permettez-vous de dire à vos ouvriers que s'ils avaient moins bien travaillé, ils n'auraient pas été licenciés ?»* On voit bien l'enchaînement : *«Vous avez très bien travaillé. Le patron a donc gagné plus d'argent. Il a pu investir dans des machines plus performantes, ce qui lui a permis de licencier».*

Implacable, mais hélas vrai !

A. P.

* A propos de Michelin, les médias se sont bien gardés d'insister sur les 5 milliards de francs qu'ont coûtés à la communauté les 7 plans sociaux de Michelin. En 15 ans les effectifs, rien qu'à Clermont-Ferrand, sont passés de 30.000 en 1981 à 15.000 à ce jour, mais la quantité de pneus qui sort de l'usine s'accroît constamment.

Nous, socialistes et sociaux-démocrates, voulons assigner à cette force un sens, c'est-à-dire à la fois une signification et une direction … L'Europe doit être une base de reconquête de la nécessaire régulation mondiale. Le Premier ministre de la France peut bien réclamer une réforme du système monétaire international, il peut demander aux chefs d'entreprise, aux syndicats, aux ménages d'avoir à l'esprit "une claire distinction entre l'économie réelle et les phénomènes financiers qui l'entourent", le propos se perd dans les nuages.»

Ce jour-là encore, Lionel Jospin peut se montrer volontariste :*«Dans un monde globalisé, en proie à des évolutions non maîtrisées comme le montrent aujourd'hui les crises financières, il importe de réaffirmer et de faire vivre les valeurs et les principes qui fondent le modèle social-démocrate européen, dans un dialogue avec les autres forces progressistes et écologistes prêtes à travailler avec nous».*

Desportes et Mauduit notent que Jospin refuse de se rallier au manifeste social-libéral de Blair et Schröder (il n'a pas été invité à Londres en juin 99 pour signer le manifeste des deux compères) : *«Lui veut, envers et contre tout, sauver les apparences».* Cependant qu'Alema, ex-communiste devenu premier ministre d'Italie, déclarait, en juillet 1998 :*«Nous évoluons sur un chemin étroit. Ceux qui veulent dire "des choses de gauche" et sortir de ce chemin, finiront dans le ravin».* Est-ce à lui, ou à lui-même, que s'adresse Jospin en avril 1999 :*«Je n'entends pas être un briseur de rêves ! La réforme sonne le glas de l'utopie. On peut rêver son avenir tout en gardant les pieds sur terre et en voulant maîtriser son destin. Je veux être un constructeur d'utopies réalistes »*?

Utopies réalistes ???

La réalité est que Jospin est prisonnier, et des forces du marché, et de son ambition de devenir président de la République en 2002…

Je voudrais ajouter une anecdote, sorte de point d'orgue au comportement de Lionel Jospin. Jeune militant distributiste, j'ai connu un adhérent, plus âgé que moi d'une quinzaine d'années, nommé Robert Jospin. C'était le père de Lionel. Depuis, nous nous étions perdus de vue. Mais un soir, il y a 12 ou 15 ans, j'assistais à une de ses conférences sur le pacifisme. Comme il était tard et qu'il habitait assez loin en banlieue, je l'ai, avec notre ami Guy Marchand, raccompagné et nous avons discuté… notamment du PS et de Lionel. J'ai interrogé Robert :*«Mais enfin, comment se fait-il que ton fils, formé à l'extrême gauche et qui donc connaît bien l'essentiel des tares du capitalisme, ne profite pas de sa position au PS pour prendre une position en pointe sur ces problèmes ?».* Après un temps, Robert laissa tomber, sans autre explication :*«La carrière».*

Tout était dit. Tout est dit.

A.P.

Travail et richesse

Un lecteur de la revue *Silence*, disait à propos de la monnaie, en tribune libre, qu'elle est un instrument de transaction qui "incarne" la richesse, et que *sa manipulation par ceux qui l'émettent, les États, peut faire de l'échange un marché de dupes, d'où l'aspiration à une monnaie stable indépendante des États*.

L'échange nous paraissant tellement un marché de dupes dès que les échangeurs n'ont pas les mêmes moyens économiques, qu'il nous a paru important de répondre à ce lecteur. *Silence* n'ayant pas publié cette réponse, la voici : la monnaie émise par les États (pièces et billets) n'est plus qu'une très faible fraction de la monnaie utilisée pour les échanges (moins de 13 % en France), et les transactions monétaires ne correspondant **PAS** à des échanges réels sont en moyenne 90 fois plus élevés que celles qui paient des échanges réels !

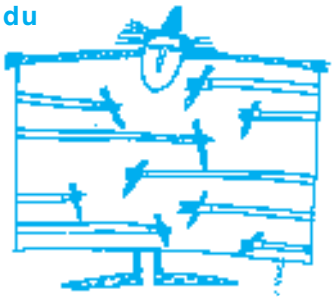
La création de monnaie (et non pas de richesse comme il est écrit — la confusion est lourde de conséquences) *ex nihilo* par le crédit, c'est-à-dire par des banques et autres organismes privés, rend cette création totalement arbitraire. Et s'il y a marché de dupes, il est bien là, le texte publié en est la preuve : l'opinion s'imagine que les banques ne prêtent à des clients que l'argent déposé par d'autres clients !!

Si la *"réalité économique est perturbée"*, c'est justement parce que cette création *ex nihilo* de pouvoir d'achat est totalement déconnectée de la richesse produite. Elle répond aux seuls intérêts des organismes privés qui en ont acquis le privilège et par conséquent le seul critère qui régit cette création est le suivant : on n'ouvre de crédit qu'à condition d'avoir l'assurance qu'il sera remboursé avec intérêts. Dès lors *l'argent va à l'argent* et les riches peuvent s'enrichir : la croissance est une obligation et la compétitivité s'impose. Qu'on l'appelle "loi éternelle du marché" ou "modernité", le résultat est là, flagrant : c'est la misère et la précarité qui croissent dans un monde riche.

La création de la monnaie était, telles la justice et l'armée, un droit régalien, un attribut du pouvoir. Dans un régime vraiment démocratique, il devrait donc revenir au peuple ou à ses représentants, à "l'État" comme le dit le correspondant. Dans ces conditions, il serait enfin *possible d'équilibrer* la masse monétaire disponible avec la richesse offerte. Cet équilibre est à la base de l'économie distributive.

M.-L. D.

Dans notre N° 992 d'octobre, Henri Muller a présenté ici son analyse du livre de Bernard Maris intitulé *Lettre ouverte aux gourous de l'économie qui nous prennent pour des imbéciles*, publié chez Albin Michel[1]. Mais Denis Gauci, de l'association pour les droits économiques et démocratiques (ADED) va plus loin dans la critique :



Prédicateurs et imprécateurs

Au risque de paraître rabat-joie ou peut-être trop machivélique, le livre de Bernard Maris a suscité chez moi un enthousiasme très mesuré.

À l'ére des prédicateurs, apôtres du libéralisme sauvage a succédé celle des imprécateurs anti-libéraux (…qu'ils se prétendent). Si les premiers ont su séduire une partie de l'opinion publique par leurs plates affirmations sans démonstrations, les seconds, par leur absence de revendications concrètes, ont désespéré l'autre partie. C'était la seule et meilleure stratégie pour que, contre toute logique, l'humanité continye à supporter vaillament son malheur grandissant.

D'ailleurs, Henri Muller en a bien conscience puisqu'il regrette que, sur les 190 pages du livre, 10 lignes (page 137) sont consacrées aux thèses de Maurice Allais, traités d'ailleurs avec dérision et désinolture. Pour B.Maris, la monstrueuse ponction de 400 milliards de Francs par an opérée par le secteur financier sur la société civile, n'existe pas. Qui veut-il servir ? Comme le livre *L'horreur économique* de Viviane Forrester, *Lettre ouverte aux gourous de l'économie…* ne risque pas de troubler le sommeil des maîtres du monde.

Tout au plus ont-ils pu être amusés par les imprécations lancées contre leurs sbires serviles, les économistes, distingués ou non.

Bien sûr, Bernard Maris dit vrai, j'en conviens, mais le vrai amputé de l'essentiel a-t-il de l'imoprtance ou une signification ?

Tant pis si je vais à contre-courant, mais je n'ai jamais douté de l'utilité de chercher la vérité et de la dire.

1. et non pas *avec* A. Michel, comme indiqué par erreur dans GR 992.

Bernard Maris, que nous avons vu se battre au sein d'ATTAC *«contre la dictature des marchés»* voudra peut-être montrer qu'il va plus loin que la critique, que les ponctions du secteur financier le révoltent effectivement et qu'il a des propositions pour les empêcher de marchandiser et soumettre à sa dictature l'homme et le monde. Nos colonnes lui sont donc ouvertes s'il veut répondre à D.Gauci.

À partir d'un autre ouvrage, intitulé *Souffrance en France — la banalisation de l'injustice sociale*, de Christophe Dejours, un lecteur de Chartres de Bretagne, C.R., insiste lui aussi sur la nécessité de ne pas, de ne jamais capituler devant l'injustice du sytème économique, sous prétexte qu'il n'y a rien à faire pour l'arrêter :

Le réalisme ne justifie pas ...l'injustice

On le sait bien, l'information et son contrôle par la *"nov langue"* dominante, est une des armes essentielles de la machinerie de guerre économique qui permet d'obtenir le consentement de masses à cet *"ordre""* meurtrier. Comme le note Christophe Dejours[1], ce qui est nouveau, à ce stade de notre histoire, ce n'est pas tant l'injustice et la souffrance imposées à autrui, via les rapports de domination en œuvre dans nos sociétés, c'est le fait que ce système puisse passer pour *"raisonnable et justifié"*, qu'il soit donné pour *"réaliste et rationnel"*, qu'il soit accepté, voire approuvé par une majorité de citoyens, qu'il soit enfin prôné ouvertement, aujourd'hui, comme LE modèle à suivre dont toute entreprise et société devraient s'inspirer au nom du bien, du juste, du vrai…

Ce qui est nouveau en effet, c'est qu'un système, qui produit et aggrave constamment la souffrance, l'injustice et les inégalités, puisse faire admettre ces dernières pour bonnes et justes. Ce qui est nouveau, c'est la banalisation des conduites injustes qui en constituent la trame.

Comment une population, se demande Ch. Dejours, en est-elle réduite à tolérer, voire à collaborer activement au sort réservé aux chômeurs et aux *"nouveaux pauvres"* dans une société qui pourtant ne cesse de s'enrichir (voir par exemple les rapports successifs du PNUD[2] !) cela renvoie aussi à la problématique de Stanley Milgram[3], cette trop pesante *"dialectique du maître et de l'esclave"*…

En ce sens, écrit Ch. Dejours, *«aucune différence ne peut être mise en évidence entre la banalisation du mal dans le système néo-libéral actuel et la bana-*

1. Dans son ouvrage *"Souffrance en France — la banalisation de l'injustice sociale"* Ed. Seuil janvier 98.

2. *Voir par exemple GR -ED N°991, page 1.*

3. *"Soumission à l'autorité"* Ed. Calmann Levy.

● ● ●

● ● ● *lisation du mal dans le système nazi : les objectifs et les moyens diffèrent, mais les processus sont identiques qui permettent d'entraîner, progressivement, la majorité des hommes d'une nation à infliger l'injustice, la souffrance et la violence à autrui et à se conduire,* a minima *ou* ad libitum, *comme Eichmann en faisant taire le sens moral et en offrant à nombre d'entre nous une rationalisation facile à sa propre démission, à son propre renoncement".* (Cette somme de petites lâchetés individuelles qui fait la force d'un système !).

Mieux comprendre comment *"l'Ordre des hommes"* peut produire cet assujettissement reste une énigme. Toujours dans son ouvrage, Ch. Dejours nous livre quelques jalons pour organiser une contre attaque, élaborer quelques antidotes à la fascination/fascisation libérale ambiante.

Antidote ?… Si la Grande Relève n'a peut être pas trouvé *"la molécule"… "miracle"* (…), du moins, comme catalyseur, elle contribue à renforcer les germes de résistance. Comme fédératrice de réflexions, comme *"lieu"* de circulation d'idées, d'actions… elle contribue à rendre possible le souhaitable (et non à rendre souhaitable ce qu'on nous présente comme *"seul possible"* !!), *"micro"* ou *"nécro psychie"* à laquelle voudraient nous condamner les profiteurs de ce monde sanglant de la souffrance de tous nos semblables.

OUVRAGES DISPONIBLES :

• **KOU, L'AHURI OU LA MISÈRE DANS L'ABONDANCE**.
Un livre plein d'humour, écrit par Jacques Duboin en 1934, mais d'une telle actualité qu'il a été mis en scène au théâtre belge par C. Delmotte en 1996 (prix 65 F, franco).

• **LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000**.
Écrit par Marie-Louise Duboin sous la forme d'un roman pour montrer ce qu'apporte l'économie distributive et en expliquer certains mécanismes (prix 110 F, franco.)

• **UN SOCIALISME À VISAGE HUMAIN**.
Texte d'une conférence rédigé par André Prime. (prix 25 F, franco).

• **ET SI ON CHANGEAIT ?**
Un résumé en bande dessinée par Jacques Vignes-Elie. (prix 25 F franco).

• D' ANCIENS NUMÉROS contiennent des dossiers toujours actuels : ce sont par exemple :
N°972 (décembre 1997) **LA FIN DE QUEL TRAVAIL ?**
N°984 (janvier 1999) **MAIS OÙ VA LE SERVICE PUBLIC ?**
N°989 (juin 1999) **RETRAITES** : **L'INTOX POUR LES FONDS DE PENSION**,
N°992 (octobre 1999) **L'ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE** (OMC).

Commander par correspondance au journal.

souscription permanente

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELÈVE

V. Abecassis 70 - E. Hubert 70 - A. Lemur 70 - J. Matejko 50 - P. Quittelier 170 - H. Richon 50 - R. Savart 120 - A. Sprintz 70 - J. Dancoisne 70 - P. Delpon 130 - R. Guerin 50 - P. Béné 400 - D. Weichel 20 - J. Stas 140 - L. Margueritat 70 - J. Gilles 70 - Mle Buet 370 - M. Devien 100 - M. Doubre 70.

Total 2.160 frs. Merci à tous !

Rappelons à nos fidèles abonnés que la date d'échéance de leur abonnement est soigneusement portée sur la bande d'envoi de leur journal, sous leur adresse, en dernière ligne et à droite. Pour ne pas les bousculer… et pour nous éviter l'envoi de cartes de rappel, nous continuons à leur faire le service plusieurs mois aprés échéance. Nous les remercions d'en tenir compte, soit pour régler à temps, soit pour nous prévenir s'ils ne souhaitent plus recevoir le journal.

TARIF DES ABONNEMENTS

France (un an, 11 numéros)	130 FF	ou	20 Euro
Abonnement d'essai, six mois	70 FF	ou	10,67 E
Abonnement de soutien (deux exemplaires)	200 FF	ou	30,49 E
Abonnements de propagande (cinq exemplaires)	250 FF	ou	38,12 E
(dix exemplaires)	350 FF	ou	53,36 E
Europe, un an	175 FF	ou	26,68 E

RÈGLEMENTS :
à l'ordre de **La Grande Relève**
par CCP **N°13 402 39 M Paris**
ou par mandat ou chèque bancaire
BP 108
78115 Le Vésinet Cédex

Pour la Belgique, il est possible de régler l'abonnement (1100 FB) au GLED c/o Lucien Gosset, r Hansez, 21, B 4600 Micheroux.

par avion, nous consulter

La Grande Relève est l'unique journal que je lis depuis des années, France Inter, la seule radio que j'écoute parce qu'à une époque, j'aimais ses programmes. Aujourd'hui il reste quelques émissions comme "Rue des Entrepreneurs" traitant des dossiers permettant aux auditeurs une certaine connaissance dans un secteur précis. Ce jour, le dossier "Quoi de neuf à l'Est ? 10 ans après la chute du Mur de Berlin" relevant comme beaucoup d'autres de l'économie de marché démontre que le monde capitaliste étend sa gangrène et sa corruption vers les pays de l'Est.

Je crois que j'avais déjà posé la question sur un courrier, peut-être d'ailleurs après la chute du mur de Berlin, à la Grande Relève : N'est-ce pas le moment de faire connaître les thèses de la GR aux citoyens des pays où l'idéologie marxiste a été dévoyée et où l'idéologie capitaliste va tendre ses tentacules ?

… Je parle de cette thèse chaque fois que j'ai face à moi un individu susceptible d'ouvrir ses esgourdes.

… Et si on distribuait la GR de temps à autre aux feux tricolores ? Quel est le sort réservé aux invendus ? Il m'arrive de photocopier des anciens numéros pour faire connaître plus concrètement l'économie distributive. L'idée d'un revenu social commence à faire son chemin dans certaines têtes comme celles des "combattants" de AC. Le RMI est déjà cela mais il faut changer son nom et l'étendre à tous. Bon courage pour poursuivre votre tâche et merci pour votre journal.

RÉPONSE. Il est toujours temps de faire connaitre nos thèses, et partout. Mais comment ? Il nous faudrait un correspondant attitré qui soit à l'Est, qui ait bien compris, et qui puisse traduire nos textes… Nous avons, bien sûr, toujours quelques dizaines d'invendus et nous les distribuons en toutes occasions. Ils sont gratuitement à votre disposition, nous pouvons vous en envoyer par la poste, mais celle-ci fait payer ses services.

J.B., St Cyr l'École

* * *

Je tiens à remercier …toute l'équipe participant à la confection de la Grande Relève. Chaque fois que j'en prends connaissance, une bouffée d'espoir me rend un peu plus optimiste. En effet, si je m'arrête d'être distrait par ce qui m'entoure, au quotidien très proche, je me dis :«pauvre monde, où allons-nous ?» Quand je vois cette mondialisation se développer à une cadence de plus en plus rapide, laissant de côté tout ce qui pourrait soulager la misère du monde, je désespère de voir un jour se réaliser ce rêve que vous avez fait naître en moi depuis plus de quarante ans.

Peut-on espérer qu'un jour des hommes politiques entraîneront derrière eux, comme l'ont fait ceux de 1789, toute cette misère imméritée par ces gens que je ne vais pas énumérer, tellement ils sont nombreux : femmes en difficulté, SDF, chômeurs, femmes seules…. J'ai l'impression que seules, la France, la Belgique et l'Italie sont capables de forcer ce barrage de la pensée unique de l'hégémonie américaine. Où sont ces hommes ? Je sais, il faudrait déjà les convertir, voilà je pense la difficulté, je m'en rends compte chaque fois que j'aborde le sujet. Je reste toutefois optimiste et vous félicite pour votre travail. Encore merci.

P.Q. Mirepeisset

* * *

Votre revue "court-circuite" de la meilleure façon la dispersion et le fouillis des médias, la plupart ayant un "cordon ombilical" avec de gros intérêts loin d'une quelconque vraie réforme ou refonte économique, financière et sociale, réunissant l'essentiel des informations toutes prioritaires, donc socio-économiques. C'est ce que recherchent, j'en fais partie, ceux dont le quotidien est le plus souvent hypothéqué par les impasses matérielles. Surveiller la qualité des "fruits" des politiques menées, entretenir la vigilance sur l'accomplissement ou non (souvent non, hélas) de la mission politique dont le révélateur est, en tout premier lieu, le domaine socio-économique. Vous y aidez grandement, bravo à vous !

R.L., Toulon

Un abonné recherche une propriété agricole dans une des localités suivantes : 32300 Mirande, 31350 Boulogne sur Gesse, 32000 Auch pour en faire le début d'un écovillage. Si un lecteur est intéressé, qu'il envoie un mot au journal, nous le ferons suivre.

* * *

Bien que pénétré du sujet, j'éprouve toujours le même intérêt à sa lecture. Entre autre, elle me rassure : ainsi je ne suis pas seul à réagir (n fois par jour et depuis des années…) à l'écoute ou à la lecture des "informations", si souvent bien faites (Ah M. Silvestre !) pour nous endormir ou plutôt pour éviter notre éveil. Mais j'ai quelque espoir : il y a beaucoup de sonneries qui se déclenchent en ce moment ?!

R.M., Cantenay Épinard

RÉPONSE. Cette veille critique" devrait être le travail de tout journaliste. Mais dans notre beau système économique, les journalistes sont au service d'intérêts privés. Alors il faut beaucoup de gens comme nous, qui étant bénévoles et agissant en tant que simples citoyens, ont plus de chances d'être objectifs, se sentent libres de critiquer, et acceptent même de passer pour des utopistes dès qu'ils osent faire des propositions qui bouleversent les habitudes de pensée. Surtout en matière de finances, ou d'économie, sujets particulièrement "tabou"! Mais développer un mensuel dans ces conditions, c'est une gageure. Merci d'y participer.

* * *

Bravo pour l'initiative de joindre la bande d'envoi avec l'échéance entourée de rouge, je n'aurais sûrement pas pensé au renouvellement. C'est économique et efficace. Merci.

R.G., Orvault.

La Grande Relève
DES HOMMES PAR LA SCIENCE
MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE VERS
L'ECONOMIE DISTRIBUTIVE

Fondé en 1934 par Jacques DUBOIN
Directrice de la publication :
Marie-Louise DUBOIN
Rédaction :les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.
Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.
Graphisme : Anne-Laure WITSCHGER, LASSERPE
Impression : ARTIS
Commission paritaire N° 57434
ISSN 0398-2076
Diffusé par les NMPP
•
Adresse postale BP 108 78115 Le Vésinet Cédex
Téléphone *seulement les mardi et jeudi et de 15 à 18 heures*,: 01 30 71 58 04
Fax: 01 30 71 93 89
Adresse électronique : grande.releve@wanadoo.fr
Site internet :
http://perso.wanadoo.fr/grande.releve/

Abonnés, même si vous n'achetez pas ce journal dans les kiosques et les bibliothèques, vous lisez beaucoup et vous vous documentez sur l'actualité. Au sens commercial des professionnels de la presse, vous constituez donc ce qu'ils appellent "une cible". Ensemble, tirons-en parti : nous publions, établi selon vos observations, un palmarès des adresses des distributeurs qui mettent *La Grande Relève vers l'économie distributive* bien en évidence (ne croyez pas ceux qui vous racontent qu'ils ne peuvent pas se procurer le journal parce que c'est faux, nous payons les NMPP pour cela) et NOUS VOUS RECOMMANDONS DE LEUR APPORTER VOTRE CLIENTÈLE.
Envoyez-nous des adresses de points de vente, notez celles que nous transmettons et indiquez-les à vos proches. Vous représentez un gros potentiel de clients pour les diffuseurs de presse… qui ne jugent un journal que par les ventes qu'il peut leur apporter !

NOS LECTEURS RECOMMANDENT:

—*Maison de la presse*, ***06000 NICE,***
—*Point H*, gare SNCF, ***06000 NICE,***
—*Au fil des mots*, (M.Blanchet), 29 rue Bernard Palissy, ***47300 VILLENEUVE SUR LOT,***
—*Maison de la presse*, ***66400 CÉRET,***
—*Le cheval dans l'arbre*, bd Mal Joffre, ***66400 CÉRET,***
—*Au Moulin à papier*, (G. Labbez), 44 Cours Richard Vitton, ***69003 LYON,***
—*La Gryffe*, 5 rue Sébastien Gryffre,***69007 LYON,***
—*Librairie Parallèle*, 47 rue Saint Honoré, ***75001 PARIS,***
—*Publico*, 145 rue Amelot, ***75011 PARIS,***
—kiosque *Rémy Castanier*, Galerie Mayol, ***83000 TOULON,***
—*presse-lib-papet. Centre Com^ial la Rode*, ***83000 TOULON,***
—*kiosque 19 av. De Lattre de Tassigny*, ***83000 TOULON.***

BIBLIOTHÈQUES RECEVANT LA *GR-ED*

FRANCE :
44041 NANTES *15 rue de l'Héronnière*
75006 PARIS *78 rue Bonaparte*
75014 PARIS *Mairie du XIV ème*
76400 FÉCAMP, *5 rue Théagène Boufart*
92000 NANTERRE *2 rue de Rouen*
92000 NANTERRE *6 Allée de l'Université*
92100 BOULOGNE *Mairie*
97489 SAINT DENIS DE LA RÉUNION, *Université*

BELGIQUE :
WAVRE *Bibliothèque Lefevere, Chaussée des Nerviens, 25.*

SUISSE :
1211 GENÈVE *Palais des Nations, Bureau 56*